

[Texte]

Finally, we have the latest item on the director general's agenda, his *Phantom of the Opera* project. He must know that interrupting the orchestra's Ottawa program for five weeks next season and ten weeks in the season following will complete the damage already done to its subscription series and give the orchestra its *coup de grâce*.

Once again, we assume Mr. Landry knows what is going on. But has the board given its approval? If the board has agreed to *Phantom*, Mr. Chairman, is it aware that giving a visiting commercial attraction this sort of priority over the centre's last resident company totally contradicts the decision taken when the centre opened over 20 years ago, maintained by the board ever since, to give program priority to its resident companies?

The present management's incompetence, which is threatening Canada's national orchestra with destruction, is apparently better known in high government circles and to the board. The concern of officialdom was expressed to me personally early in April of last year. Mr. Alain Gourd, Deputy Minister of Communications, asked me to explore the possibility of creating a private group to finance and manage the orchestra. Let me tell you about this episode.

I said once to Mr. Gourd that privatizing the orchestra would succeed only if two conditions were met: first, that federal financial support was continued at a reduced, but still substantial, level; and second, that the centre's management agreed to the arrangement. The little group I put together calculated that we would continue to need federal funding in the amount of \$4 million annually in cash or services. This was some \$300,000 a year less than we reckoned the centre was spending on the orchestra at that time. We planned to make up the difference through contributions from other levels of government and from the private sector. After we worked on this project intensively for a month, Mr. Gourd told us he could only find \$3.15 million from various federal sources, leaving us with a budget gap of \$1.15 million to fill rather than the \$300,000 we thought we could manage. Equally important, he told us the centre management would not let the orchestra go. My friends and I therefore stopped work on the privatization proposal just a year ago.

• 1540

In a letter I wrote the minister at the time, I told him that Mr. Landry clearly meant to reduce the centre's spending on the orchestra, perhaps by reducing its size, certainly by cutting its programs and its season, and to devote the program time thus freed up in the opera to money-making foreign shows like the *Phantom of the Opera*. If he succeeded, I warned, the orchestra we had known and admired for so many years would be destroyed and the centre converted into a commercial emporium for foreign entertainment like the O'Keefe Centre in Toronto.

[Traduction]

Enfin, il y a le dernier projet au programme du directeur général, son *Fantôme de l'Opéra*. Il doit certainement savoir qu'en interrompant le programme d'Ottawa de l'orchestre pendant cinq semaines lors de la prochaine saison et pendant 10 semaines au cours de la saison suivante, il terminera le dommage déjà fait aux abonnements et donnera à l'orchestre son coup de grâce.

Encore une fois, nous devons supposer que M. Landry sait ce qui se passe. Mais le conseil d'administration a-t-il donné son approbation? S'il a approuvé le *Fantôme de l'Opéra*, monsieur le président, soit-il au courant que le fait de donner priorité à un spectacle commercial d'artistes invités au détriment de la dernière troupe à demeure du Centre, va à l'encontre de la décision prise lors de l'ouverture du Centre il y a 20 ans, décision qui a été maintenue par le conseil d'administration jusqu'à présent, selon laquelle les troupes à demeure devaient avoir la priorité?

L'incompétence de la direction actuelle, qui menace de destruction l'orchestre national du Canada, est semble-t-il mieux connue dans les hautes sphères du gouvernement que par le conseil. Les inquiétudes au sujet de l'administration ont été portées à mon attention au début d'avril l'an dernier. M. Alain Gourd, sous-ministre des Communications, m'a demandé d'étudier la possibilité de mettre sur pied un groupe privé pour financer et administrer l'orchestre. Permettez-moi de vous parler de cet épisode.

J'ai dit un jour à M. Gourd que la privatisation de l'orchestre ne pouvait être un succès que si l'on répondait à deux conditions: d'abord, que le soutien financier fédéral soit maintenu à un niveau réduit, mais tout de même important; ensuite, que la direction du centre accepte l'arrangement. Le petit groupe que j'ai mis sur pied a calculé qu'il nous faudrait maintenir le financement fédéral à raison de 4 millions de dollars par an en argent comptant ou en services. Cela représentait 300,000\$ par an de moins que ce que le centre consacrait à l'orchestre à l'époque. Nous avions prévu combler la différence par des contributions provenant d'autres paliers du gouvernement et du secteur privé. Après que nous avons travaillé à ce projet de façon intensive pendant un mois, M. Gourd nous a dit qu'il ne pouvait trouver que 3,15 millions de dollars auprès des différentes sources fédérales, ce qui nous laissait une différence de 1,15 million de dollars à combler, plutôt que les 300,000\$ que nous pensions pouvoir trouver. Fait tout aussi important, il nous a dit que la direction du Centre ne voulait pas laisser partir l'orchestre. Mes collègues et moi-même avons donc cessé de travailler au projet de privatisation il y a exactement un an.

Dans une lettre que j'ai envoyée au ministre à l'époque, je lui disais que M. Landry avait clairement l'intention de réduire les dépenses du Centre au titre de l'orchestre, peut-être en réduisant sa taille, certainement en réduisant ses programmes et sa saison, et de consacrer le temps ainsi libéré à l'opéra à des spectacles étrangers qui rapportent de l'argent comme le *Fantôme de l'Opéra*. Je le prévenais que s'il réussissait, l'orchestre que nous avions connu et admiré pendant de nombreuses années serait détruit et que le Centre deviendrait un centre commercial pour les spectacles de l'étranger comme le Centre O'Keefe à Toronto.